

N° 5245⁶**CHAMBRE DES DEPUTES**

Session ordinaire 2004-2005

**PROJET DE REGLEMENT
GRAND-DUCAL****relatif à l'emballage et à l'étiquetage des préparations dangereuses**

* * *

AVIS DE LA CONFERENCE DES PRESIDENTS

(13.1.2005)

Le projet de règlement grand-ducal a été déposé le 20 novembre 2004 à la Chambre des Députés par le Ministre aux Relations avec le Parlement à la demande du Ministre du Travail et de l'Emploi.

Un exposé des motifs et le commentaire des articles étaient joints au texte du projet de règlement grand-ducal.

L'article 4 du projet de loi relative à la classification, à l'emballage et à l'étiquetage des préparations dangereuses prévoit que les conditions d'emballage et d'étiquetage sont définies par un règlement grand-ducal.

Le projet de règlement grand-ducal contribue par le biais des dispositions relatives à l'étiquetage et l'emballage des préparations dangereuses à un niveau de protection élevé en matière de santé, de sécurité et de protection de la population, en particulier des personnes qui, du fait de leur travail ou de leurs loisirs, sont en contact avec des préparations dangereuses, ainsi que de la protection des consommateurs et de l'environnement.

Il précise les informations concernant les préparations, les risques et les conseils de prudence qui doivent figurer sur l'étiquetage.

Sont en outre fixés les conditions d'emballage et les dispositifs de sécurité telles les fermetures de sécurité pour enfants et les indications de danger détectable au toucher pour les malvoyants.

La base légale est constituée par la loi relative à la classification, à l'emballage et à l'étiquetage des préparations dangereuses.

La Chambre des Députés a été saisie de l'avis du Conseil d'Etat du 7 décembre 2004 qui fait les observations suivantes:

Pour ce qui est du préambule, l'avis de la Chambre d'agriculture se trouve énoncé au préambule. Le Conseil d'Etat n'en a pas connaissance au moment de ses délibérations. S'il ne devait pas avoir été émis au moment de la signature du règlement sous avis, il y aurait lieu de modifier le visa afférent et de marquer: „La Chambre d'agriculture demandée en son avis;“.

*

EXAMEN DU TEXTE

Les articles reprennent largement le texte des dispositions des articles 9 à 12 de la directive 1999/45/CE du Parlement européen et du Conseil du 31 mai 1999 visé à l'article 1er, paragraphe 1er, premier tiret de la loi de base.

Le Conseil d'Etat propose alors en concordance avec le texte de cette directive de reprendre pour autant que possible le même libellé.

Préambule

Pour ce qui est du préambule, l'énumération des ministres-rapporteurs est à rédiger comme suit, compte tenu de la suppression dans l'énumération du ministre de la Justice qui n'est pas concerné par le règlement en projet:

„Sur le rapport de Notre Ministre du Travail et de l'Emploi, de Notre Ministre de l'Environnement, de Notre Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale et de Notre Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural et après délibération du Gouvernement en conseil;“

Dispositif

Le Conseil d'Etat constate que les auteurs du projet se réfèrent à maintes reprises à la loi du 15 juin 1994, sans autre précision. Il estime qu'il conviendrait de se référer à ladite loi, au moins lors de la première citation, par son intitulé complet, à savoir la „loi modifiée du 15 juin 1994 – relative à la classification, l'emballage et l'étiquetage des substances dangereuses – modifiant la loi du 11 mars 1981 portant réglementation de la mise sur le marché et de l'emploi de certaines substances et préparations dangereuses“,

quitte à prévoir lors de cette première citation une formule du genre:

„loi modifiée du 15 juin 1994

- relative à la classification, l'emballage et l'étiquetage des substances dangereuses
- modifiant la loi du 11 mars 1981 portant réglementation de la mise sur le marché et de l'emploi de certaines substances et préparations dangereuses, ci-après dénommée „loi modifiée du 15 juin 1994“.

Article 1er

Le Conseil d'Etat propose de reprendre le même texte que l'article 9, paragraphe 1er, point 1.1. de la directive, sauf à remplacer le renvoi à celle-ci par un renvoi à la future loi de base (cf. projet de loi No 5254).

Article 2

La même remarque que *sub* article 1er s'impose ici.

Quant au paragraphe 3

Le paragraphe 3 de l'article 10 de la directive renvoie à la procédure prévue dans son article 20, afin de décider de certaines exemptions. Le texte de l'article correspondant du projet ne prévoit pas une telle procédure. Le Conseil d'Etat est donc d'avis qu'il ne s'agit pas ici d'une transposition correcte de la directive.

Article 3

Sans observation.

Article 4

A la dernière phrase de l'article 4, paragraphe 3, les termes „la présente loi“ sont à remplacer par „le présent règlement“.

Article 5

L'indication des membres du Gouvernement chargés de l'exécution du règlement sous revue est à adapter selon les rectifications proposées par le Conseil d'Etat à l'endroit du préambule.

La Chambre des Députés a encore été saisie des avis de la Chambre des Métiers du 12 décembre 2003, de la Chambre de Travail du 12 décembre 2003, de la Chambre de Commerce du 12 janvier 2004, de la Chambre des Métiers du 2 février 2004. Les chambres en question donnent leur accord.

*

La Conférence des Présidents donne son assentiment au projet de règlement grand-ducal sous réserve des observations du Conseil d'Etat.

Luxembourg, le 13 janvier 2005

Le Secrétaire général,
Claude FRIESEISEN

Le Président de la Chambre des Députés,
Lucien WEILER

